

Le Burundi en perte de repères : comment sortir de cette situation ?

@rib News, 29/12/2011 Burundi-Crise : Nécessité d'un débat pour sceller un pacte national. Par Salvator Sunzu Cet article fut écrit la veille de deux événements importants : les massacres de Gatumba et l'invitation au dialogue par le 1er Vice Président aux partis politiques. Le renouveau ne voulut pas le publier : « il ne s'inscrit pas dans la ligne de notre journal » a dit oralement un des responsables de la rédaction. Le Journal Iwacu n'a pas non plus de Certains éléments peuvent ne plus être d'actualité. Des évolutions ont eu lieu, d'autres sont en voie. Mais sa présence semble toujours être utile. C'est presque d'ouvrir une porte ouverte car quelque chose semble avoir bougé ces derniers jours par le biais de la 1ère Vice-présidence de la République. Pourvu que ça dure, et surtout que ça continue. Sinon le paysage socio politique tend à s'obscurcir de nouveau au Burundi. Certains indicateurs virent chaque jour au rouge. La classe politique se déchire sur fond de violences perpétrées par des groupes n'ayant pas encore fait de revendications précises. Ces chicanes s'accompagnent, ou ont été précédées par un embryonnaire mouvement de contestation dont la société civile est le fer de lance. Si l'opposition extra parlementaire, de même que les observateurs voient en ces violences les signes d'une rébellion naissante, le pouvoir, parle de bandits. Quelque soit le qualificatif que l'on voudrait bien coller à ces groupuscules, la réalité est qu'ils causent énormément de dégâts aux Burundais. Les offensives contre-offensives sur des citoyens paisibles brouillent complètement les cartes et sèment le trouble dans les esprits. Le pouvoir d'une part, l'opposition extra parlementaire et la société civile d'autre part, sont donc à couteaux tirés. De ces empoignades parfois meurtrières, il semble que l'un des problèmes actuels du Burundi est la gestion d'un débat d'idées, de confrontation des positions, des libertés individuelles et politiques dans le respect des prescrits. La réalité d'aujourd'hui montre bien qu'il y a une contradiction profonde entre le contenu constitutionnel qui connaît un multipartisme, (et donc le débat d'idées) et l'exercice des différents droits y afférents. Cette contradiction offre aux perdants des élections un espace légitime de réclamation et de contestation, qui transpire à travers leur appel aux "négociations". Le pouvoir a pleinement conscience des enjeux et des engrenages des négociations. Puis "négocier quoi, puisque le peuple a tranché ?" dit-il. Ces positionnements opposés donnent l'impression qu'il y a une impasse. L'opposition voudrait alors l'usage d'une force illégitime qui trouverait paradoxalement sa légitimité dans l'existence de cette impasse, qu'elle soit réelle ou supposée. D'autres, de même s'ils ne le disent pas ouvertement, voudraient que tout vers le modèle du printemps arabe, mais se trouvent confrontés au déficit de l'usage des réseaux sociaux pour mobiliser des masses sous perfusion. Quoiqu'il en soit, il y a nécessité de trouver une voie de sortie à cette situation qui ne cesse de se dégrader et donc d'inquiéter. Le constat d'Olivier Chastel, Ministre belge de la Coopération au Développement est guère réjouissant : "l'évolution de la situation politique au Burundi nous inquiète. Un dialogue politique avec l'opposition extraparlamentaire reste important. Nous invitons les autorités à faire preuve de tolérance et de leadership en matière d'ouverture politique". Ce constat d'un observateur extérieur, et pas du moindre, est interpellant. Il invite les burundais, et plus particulièrement ceux qui président aux destinées du pays à prendre des initiatives courageuses. Durant des moments graves comme ceux-ci, il y a urgence que les Burundais se rencontrent, parlent, débattent, pour mieux ouvrir les horizons de l'avenir. On ne négocie pas un enjeu, on en discute. D'aucuns pourraient penser qu'un équilibre des forces militaires, ou une impasse tout simplement, est un préalable à toute négociation. Ceci n'est valable quand il y a des règles de référence. La guerre que se mènent les Burundais est d'une autre nature. Elle n'a abouti à aucune règle. On vient de le voir à Gatumba, on l'a vu ailleurs. La négociation est la recherche d'un accord centré sur des intérêts matériels ou des enjeux quantifiables entre deux ou plusieurs interlocuteurs dans un temps limité. Souvent, l'aboutissement d'une négociation trouve son origine dans le caractère inconciliable des positions des interlocuteurs d'un d'eux atteignant son point de rupture c'est à dire un niveau de concession tel qu'il ne peut ou pas du tout. Pour le cas espèce, il semble que "l'inconciliabilité" réside entre autre dans l'objet lui-même des négociations à savoir la légitimité du pouvoir CNDD-FDD issu des dernières élections et sa gestion du pouvoir. Pour le parti présidentiel, fort des appréciations positives qu'il a eu des différents observateurs, tant nationaux qu'internationaux n'a pas matière à négocier, la victoire, comme l'aboutissement d'ailleurs, n'étant pas en elle-même négociation. La négociation devient dès lors un obstacle à la recherche de cette voie de sortie. Et l'un. L'opposition extraparlamentaire insiste sur la nécessité des négociations. Elle ne chercherait à ni postes, ni partage du pouvoir, dit-elle. Elle réclamerait plus d'espace d'expression, mais sur fond de contestation des résultats des élections de 2010. La mise en œuvre de réformes négociées à Arusha, la problématique de la démocratie et de la bonne gouvernance, celle des droits fondamentaux de la personne humaine et des libertés publiques pour ne citer que celles là, seraient au centre de ses préoccupations. La société civile est pratiquement dans le même combat, insistant sur les questions de bonne gouvernance et des droits de l'Homme. Pour l'opposition et la société civile donc, il n'est pas question d'interdire au négociateur, mais des enjeux sociopolitiques à mettre sur table. Or, on ne négocie pas un enjeu. On en discute. Le problème étant que pour le pouvoir, il n'y a ni enjeux ni intérêts à remettre sur table dans quel cadre que ce soit, encore moins dans le cadre des négociations. Un de deux. Un de trois : la perte des repères. Tout observateur avisé peut nettement percevoir et apercevoir l'existence d'une certaine perte de repères dans plusieurs domaines qui font une nation. La perte de repères moraux est l'un des grands défis auxquels la société fait face aujourd'hui. La banalisation du crime, l'ignorance, l'effacement, ou tout simplement la levée unilatérale de l'interdit, le mensonge à l'échelle virtuelle politique, autant de phénomènes relevant de la morale et interpellant la conscience de tout en chacun. La vertu est une des valeurs républicaines fondamentales. Toute transgression de ces valeurs est un coup fatal porté quotidiennement à la société entière. C'est une trahison. Le politique n'est pas du reste : sommes nous en danger ? voudrions nous y rester, voudrions nous un système de parti unique, sur fond d'une constitution démocratique ou le Burundi aurait-il besoin d'une dictature éclairée qui se doit aussi d'être éclairante ? Le plus dangereux dans tout cela est de faire du mimétisme, d'adopter cette stratégie d'imitation sans conviction de fond, de vouloir un monopartisme d'une démocratie constitutionnelle et vice-versa. Faudrait-il un nouveau choix de projet de société ou une

confirmation du choix opéré par les Burundais en 1992 ? Tel me semble être un des dilemmes politiques d'aujourd'hui sur ces points également, le repère n'apparaît pas. La perte des repères économiques cause problème. Comme dans d'autres pays en développement, le pays connaît de classiques déséquilibres économiques structurels. Les crises économiques et financières en occident nous affecteront quotidiennement. Les institutions financières internationales vont être de plus en plus regardant, et donc exigeant. Avons nous des repères pour faire face à un cataclysme économique qui s'annonce (je serai heureux de me tromper) et qui pourrait avoir des incidences sociopolitiques graves, ou nous contentons-nous de naviguer à vue sans savoir le point d'encrage ? Le Chef de l'Etat fait parfois un clin d'œil salarés sur ce point quand il évoque notamment la nécessité de plus travailler en privé pour compléter aux salaires qui suffisent plus. Même l'appel aux travaux communautaires, mis à part le côté politique et volontairement manipulateur qu'il revêt, entrerait dans cette logique, car répondant à une théorie et une pratique d'utilisation d'une main d'œuvre pays a en abondance, pour compléter au manque de fonds pour les salaires et le coût des matériaux. La réflexion sur ce point s'arrête là. Les repères sociaux sont interpellant aussi. Les menaces de graves sont fréquentes. On assiste à un mouvement de contestation, de revendication caractéristique économique dans un contexte qui ne permet plus au pouvoir de satisfaire tout le monde, y compris ceux du sursol. La situation est telle que les moyens économiques auront de plus en plus de difficultés à assurer la stabilité, le pouvoir ayant de moins en moins de marge de manœuvre pour répondre positivement aux calculs et aux politiques du ventre des différentes couches sociales. Cyniquement ou de bonne foi, cette menace de tarissement des aides extérieures est constamment brandie par une partie de la société civile, qui n'aurait de civile que d'apparence, selon ses acteurs. Une bonne partie de l'élite, qui se sent frustrée, car dans le parcours de l'ascension sociale à laquelle elle aspire idéologiquement va se sentir de plus en plus appelée par le feu de la contestation. Bien d'autres domaines sans repères évidents existent bel et bien. Le repère à la citoyenneté, au sentiment pour les Burundais d'avoir une même destinée, l'amour de la patrie et le besoin irrésistible de la défense quand elle est agressée de l'extérieur quelque soit l'homme aux commandes, le sentiment d'appartenir à une nation, tout cela mérite réflexion. Sortir de la thargie. Une des tâches de tout pouvoir est d'assurer la cohésion, dans la diversité. Une rupture de dialogue sociopolitique est toujours dangereuse. Elle ne peut non plus être éternelle. Un divorce est toujours un désastre. Il faut surtout éviter que les prochaines échéances électorales nous surprennent. Il faut baliser de sorte que les élections de 2015 ne se déroulent dans un climat d'incertitude comme celui-ci. Sinon, elles seraient extrêmement dangereuses. Car aujourd'hui, les problèmes découlent surtout du décalage entre les aspirations populaires et les réponses politiques, la confiscation de la parole et du débat, le refus des résultats des urnes, l'existence d'une classe politique soucieuse de ses intérêts souvent personnels et sectaires. Autre chose : les autres pays nous observent. Ils ne sont pas tous des amis. Certains n'attendraient que le pourrissement pour débarquer en sauveurs, et bonjour l'occupation. L'une des voies de sortie de cette situation serait que la classe politique et toutes les forces vives de ce pays fassent une pause en cessant toutes sortes d'hostilités. Une telle pause aurait pour objectif de préparer un grand débat, ayant l'ultime but de définir les grandes orientations de ce pays, que ce soit en matière politique, économique, sociale, culturelle ou/et autres. Ces orientations seraient consignées dans un "pacte national", entendu ici comme l'ensemble des règles de jeux et de conduite citoyenne, et résultant de larges consultations et de débat de fond, dans un cadre semblable aux conférences nationales que l'on a connues dans les années 1990 sur le continent africain. Les succès ont varié d'un pays à l'autre, mais ce qu'ils ont de commun, c'est qu'ils ont permis une transition d'une situation de conflictualité, d'une extrême tension à une situation d'apaisement sociopolitique dotée de nouvelles orientations. En plus de l'effort nécessaire pour la recherche des repères et des règles du jeu (mieux que combat) politique, un tel débat permettrait d'amender l'Accord d'Arusha. Ce dernier a permis de sortir de la crise certes, mais il est aujourd'hui contestable et effectivement contesté aujourd'hui par certains acteurs politiques. C'est au cours de cette conférence se manifesterait la négociation ou le débat, ou plus précisément ce que, au niveau professionnel, l'on appelle "la négociation contributive". Celle-ci permet la clarification des positionnements des acteurs pour faire un choix avisé plutôt que d'entretenir l'illusion d'une marche d'été aux intérêts, dans le cadre des négociations. Et ceci ne peut se faire qu'à travers des pourparlers, et plus dans un cadre d'une conférence/débat que dans un cadre des négociations qui risquent de vieillir les vieux démons. Le forum des partis politiques existe. Mais il souffre au moins deux handicaps : il est boudé par une partie de la classe politique, puis il n'est pas inclusif car une bonne partie des forces sociales du pays (la société civile en l'occurrence) est mise à l'écart, et donc aux rancarts. Un excès de partitocratie tue la démocratie. Une grande initiative serait hautement salutaire. Elle redorerait encore plus le blason des gestionnaires politiques actuels, qui auraient ainsi pris le leadership dans l'ouverture et le renforcement d'une démocratie, quelle soit plurielle ou qu'elle s'exprime et se vive dans une autre option ou système accepté par les burundais et la communauté internationale. Et de toute façon, toute vie politique est ponctuée d'initiatives politiques, sans lesquelles il y a l'impression de vide politique (et la nature a l'horreur du vide), surtout dans un contexte de crise, réelle ou imaginaire. C'est, à mon entendement, ce type de leadership dont parle le ministre belge. Les récents massacres de Gatumba, précédés par des pleurs des femmes, dont enfants et maris ont été fauchés par une main diabolique et sans repère, montrent bien qu'il y a un péril sous la demeure et que l'urgence s'impose. Quelque chose semble avoir bougé ces derniers jours, disais-je. Reste peut-être à donner un peu plus de substance, à en soigner, et le contenu, et le contenant. Salvator Sunzu Journaliste